

## JOAQUIN ALMUNIA

Vice-président et commissaire européen chargé de la concurrence, Commission européenne

Merci beaucoup. Cette question concernant l'avenir du modèle social européen n'est pas nouvelle. Elle n'a pas été provoquée par la crise. Cette question figurait au premier plan de nombreux débats bien avant la crise, dès les années 1990 en fait, et donnait probablement même matière à discussion dans les années 1980.

C'est en Europe, plus particulièrement dans certains États membres nordiques, qu'on trouve ce qui se fait de mieux en matière d'État providence et de modèle social, on peut y voir tout ce que les politiques sociales peuvent offrir aux citoyens et comment protéger et assurer les droits sociaux des citoyens. Mais nous avons également au sein de l'Union européenne, notamment après le dernier élargissement de l'Union en 2004 et 2007, des États membres qui n'ont jamais eu de modèle social au sens européen du terme. Nous devons donc, d'une part, faire prendre conscience de la nécessité de construire un modèle social et, d'autre part, renforcer les modèles sociaux existants en Europe. Pour cela, nous avons grand besoin de croissance, avec une productivité accrue et moins de chômage. Nous avons besoin de souplesse pour adapter les services sociaux et les politiques sociales aux nouveaux défis et aux nouvelles caractéristiques de nos sociétés, lesquels ont radicalement changé. Nous devons relever les défis du vieillissement de la population, de l'immigration, de l'évolution de la structure familiale et des nouvelles inégalités qui se creusent dans nos sociétés.

Nombre de ces décisions doivent être adoptées au niveau national. Les institutions européennes n'ont pas la capacité d'organiser des stratégies adéquates pour améliorer les secteurs de l'éducation et de la santé. Ces politiques sont élaborées, et continueront d'être élaborées, au niveau national. Cependant, si notre union économique et monétaire ne fonctionne pas correctement, si nous ne mettons pas en œuvre une stratégie plus efficace pour assurer une croissance durable en Europe, nos États membres ne pourront pas prendre les mesures nécessaires.

L'un des points particulièrement délicats de ce débat a trait à la fiscalité, laquelle doit être améliorée au niveau international comme au niveau de l'UE. Un État membre dans le marché unique européen, et dans une économie mondiale où les capitaux circulent librement, n'est pas souverain pour décider à sa guise de la fiscalité. En même temps, au niveau de l'UE, chaque décision touchant à la fiscalité requiert l'unanimité, donc un seul État membre a un pouvoir de veto à cet égard. Nous devons améliorer nos systèmes fiscaux afin d'être cohérents avec notre stratégie de croissance et de nous donner les moyens de financer l'État providence, nos politiques sociales et le modèle social. Nous sommes face à de nombreux défis, mais là encore, ce n'est pas une nouveauté.

**Jim Hoagland, conseiller de la rédaction, *The Washington Post***

Joaquin, je voudrais me référer encore une fois à l'expérience américaine et vous poser une question concernant le dernier point que vous avez développé. Qui devrait assurer le leadership de la réforme fiscale au niveau européen ?

**Joaquin Almunia, vice-président et commissaire européen chargé de la concurrence, Commission européenne**

Le Conseil européen, les 28 chefs d'État et de gouvernement, et en particulier les 18 dirigeants de la zone euro, et le Parlement européen doivent discuter sérieusement de ce qui doit être fait dans un marché unique, dans une union économique et monétaire, afin d'instaurer un système fiscal plus efficace qui soit cohérent avec nos stratégies de croissance et capable de financer nos besoins budgétaires. Un problème constant que nous devons reconnaître, lequel a été exacerbé par la crise financière, est que les niveaux de fiscalité ne sont pas assez élevés pour financer nos dépenses, d'où une augmentation de la dette. Dans certains de nos États membres, l'augmentation de la dette est insoutenable. Nous devons donc nous engager sur la voie du désendettement. Il n'est pas politiquement ou socialement possible de faire des coupes draconiennes dans les dépenses sociales, lesquelles représentent plus de 50 % du budget total dans la plupart de nos États membres. Nous devons donc avoir un débat sérieux sur les impôts



et taxes qui pourraient être adoptés sans créer de barrières dans notre marché interne et sans nuire à la croissance. Ce n'est pas un débat facile, mais il est crucial.